

Informations économiques d'Afrique de l'Ouest anglophone

Semaine 41, du 8 au 14 octobre 2018

- Régional : Le FMI revoit à la baisse ses perspectives de croissance ; la Banque mondiale publie un nouvel indice de capital humain ;
- Nigéria : Pour la 2^{ème} année consécutive, le Nigeria est à la dernière place du classement d'Oxfam sur l'implication des gouvernements à réduire les inégalités ; lancement des travaux de construction d'une raffinerie par l'entreprise nigériane Waltersmith Refining and Petrochemical Company Limited ; lancement de l'European Business Organisation (EBO) lors du 7^{ème} EU-Nigeria Business Forum ; ouverture prochaine des nouveaux terminaux des aéroports d'Abuja et de Port Harcourt ;
- Ghana : Le Ghana, deuxième récipiendaire de prêts chinois en Afrique de l'Ouest ; Accor Hotels pourrait ouvrir son premier établissement Pullman à Accra en 2021 ; la plateforme pétrolière de Saltpond bientôt démantelée ; la contribution du secteur informel à l'économie ghanéenne atteindrait 28,6% du PIB ; 6,8 millions de personnes vivraient sous le seuil de 1 USD/jour ;
- Liberia : 6 MEUR d'appui budgétaire reçus dans le cadre du Programme indicatif national de l'Union Européenne ;
- Sierra Leone : Avancées des discussions entre le gouvernement et le FMI sur la demande d'un accord de facilité élargie de crédit (FEC) ; le gouvernement annule un contrat de 318 MEUR avec la Chine pour la construction d'un nouvel aéroport.

Régional

Le FMI revoit à la baisse ses perspectives de croissance.

	Croissance (%)		Inflation prix à la consommation (%)		Compte courant (%PIB)	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Nigéria	1,9	2,3	12,4	13,5	2,0	1,0
Ghana*	6,3	7,6	9,5	8,0	-4,1	-4,0
Libéria	3,0	4,5	21,3	24,5	-18,3	-21,4
Sierra Leone	3,7	5,5	15,6	13,1	-13,4	-14,1

* Le WEO d'octobre 2018 ne prend pas en compte la récente révision comptable du PIB ghanéen, qui prend 2013 comme nouvelle année de base, au lieu de 2006 auparavant.

Les perspectives pour l'**Afrique sub-saharienne** ont été revues à la baisse, avec un taux de croissance du PIB estimé à 3,1% en 2018, contre 3,4% précédemment. Les prévisions pour 2019 à 3,8% restent inchangées. Au **Nigeria**, l'effet positif de la hausse du prix du pétrole sur l'économie (85 USD le baril, son plus haut niveau depuis fin novembre 2014) devrait être tempéré par une production décevante (-8% entre le 1^{er} et le 2nd trimestre 2018), la politique monétaire restrictive, et l'approche des élections présidentielles en février 2019. Estimée en juillet dernier à 2,1% en 2018 et 2,3% en 2019, la croissance économique a ainsi été revue à la baisse de 20 pb pour cette année, elle atteindrait donc 1,9%. Au **Ghana**, les prévisions de croissance restent les mêmes qu'en avril 2018, néanmoins l'inflation moyenne pour 2018 a été revue à la hausse de 80 pb, à 9,5%, compte tenu de l'augmentation des prix de l'essence, de la transformation de 5% de TVA en taxe non-déductible pas encore répercutée sur les prix, de la dépréciation continue du cedi et du vote prévu en novembre de l'augmentation du prix de l'électricité. Enfin, la croissance économique du **Liberia** a été revue à la baisse (-20 pb pour 2018 et 2019 à 3% et 4,5% respectivement), alors que la **Sierra Leone** a vu ses perspectives de croissance s'améliorer pour 2018 de +20 pb pour s'établir à 3,7% et se détériorer pour 2019 de -10 pb pour atteindre 5,5%.

La Banque mondiale publie un nouvel indice de capital humain.

Révélé à Bali le 11 Octobre lors de son assemblée annuelle, [cet indicateur mesure la quantité de capital humain qu'un enfant né aujourd'hui peut espérer avoir accumulé d'ici l'âge de 18 ans](#). Il est construit à partir de cinq variables : (1) la probabilité pour un nouveau-né d'atteindre l'âge de cinq ans ; (2) le nombre d'années de scolarisation espérées pour un enfant ; (3) un score évaluant la qualité d'apprentissage ; (4) le taux de survie à l'âge adulte, défini comme la proportion des individus âgés de 15 ans qui atteindront l'âge de 60 ans ; (5) la proportion d'enfants qui n'ont pas de retard de croissance. Ce classement réalisé sur 157 pays place le Ghana au 116^{ème} rang et la Sierra Leone, le Nigeria et le Libéria respectivement à la 151^{ème}, 152^{ème} et 153^{ème} position.

Nigéria

Pour la 2^{ème} année consécutive, le Nigeria est à la dernière place du classement d'Oxfam sur l'implication des gouvernements à réduire les inégalités.

[Rendu public en début de semaine par Oxfam et Development finance international, le rapport Commitment to reducing inequality \(CRI\) index 2018 fait l'état des lieux des moyens mis en œuvre par les gouvernements de 157 pays pour réduire les inégalités socio-économiques](#). L'indice CRI est un indice composite construit à partir de données sur les dépenses sociales (part dans les dépenses publiques et impact sur les inégalités), la politique fiscale (progressivité, impact sur les inégalités, efficacité de la collecte) et les droits du travail (législation, prise en compte des questions de genre, salaire minimum). [Critiqué dans le rapport pour la stagnation de ses dépenses sociales, le Nigeria reste - comme en 2017 - dernier du classement général, malgré une amélioration en matière de politique fiscale](#). Oxfam rappelle ainsi que selon la Banque mondiale, 10% des enfants n'atteignent pas l'âge de 5 ans et qu'en outre, le salaire minimum n'a pas augmenté depuis 2011, bien que des discussions avec les syndicats soient actuellement en cours.

Lancement des travaux de construction d'une raffinerie par l'entreprise nigériane Waltersmith Refining and Petrochemical Company Limited.

[Située dans l'état d'Imo \(région sud-est\), la raffinerie devrait produire jusqu'à 5000 barils par jour \(bpj\) de carburants dès 2020](#). La compagnie nigériane avait signé en juillet dernier un accord de facilité de crédit de 35 MUSD avec l'African finance corporation pour ce projet. En parallèle, les travaux de la raffinerie financée par le magnat du ciment Aliko Dangote, située dans la zone franche de Lekki à Lagos et estimée à près de 14 Mds USD, se poursuivent. La production devrait débuter entre 2020 et 2022, et atteindre 650 000 bpj. Pour rappel, le pays a importé pour 5,8 Mds USD de carburant en 2017. Avec aujourd'hui quatre raffineries en état de marche, d'une capacité de production combinée de 445 000 bpj mais utilisées à moins de 50% de leurs capacités en 2017, [le gouvernement ambitionne de transformer 70% de sa production brute de pétrole sur le sol national d'ici 2030](#).

Lancement de l'European Business Organisation (EBO) lors du 7^{ème} EU-Nigeria Business Forum.

[L'EBO Nigeria](#) regroupe les principales sociétés européennes au Nigeria, actives sur plus de 35 marchés. Son objectif est de favoriser le dialogue politique des entreprises européennes avec les autorités nigérianes et le secteur privé local, afin d'améliorer le climat des affaires et ainsi contribuer à renforcer le commerce et les investissements européens au Nigeria. Plus de la moitié de ses 19 membres fondateurs sont des entreprises françaises. Son lancement officiel a eu lieu lors de la 7^e édition du Forum des affaires Union européenne-Nigeria à Lagos le 4 Octobre en présence de plusieurs personnalités dont S.E. M. Jérôme Pasquier, Ambassadeur de France au Nigeria. Présidé par Mme Folashade Ambrose-Medebem (Lafarge Africa Plc), l'EBO Nigeria compte 7 autres membres à son conseil d'administration dont le français Bureau Veritas.

Ouverture prochaine des nouveaux terminaux des aéroports d'Abuja et de Port Harcourt.

Le secrétaire d'Etat à l'Aviation, M. Hadi Sirika, a annoncé que [les nouveaux terminaux de l'aéroport international de Nnamdi Azikiwe, d'Abuja et de l'aéroport international de Port Harcourt seraient ouverts aux opérations aériennes à la fin du mois d'octobre](#). M. Sirika a également annoncé que les concessions pour ces aéroports seraient attribuées au secteur privé pour des durées allant de 20 à 30 ans au maximum. Pour rappel, le Nigeria avait obtenu en 2013 une facilité de 500 MUSD de la Banque chinoise d'import-export (EXIM Bank of China) ainsi qu'un complément de contrepartie de 100 MUSD pour la construction, toujours en cours, de ces terminaux et de ceux des aéroports de Lagos et Kano. Autre nouvelle du secteur, [le gouvernement fédéral a annoncé qu'il commencera prochainement le versement de 50% des 45,3 Mds NGN \(107,4 MEUR\) de droits réclamés par les anciens travailleurs de la Nigeria Airways Limited](#), le transporteur national historique mis en liquidation en 2003.

Ghana

Le Ghana, deuxième récipiendaire de prêts chinois en Afrique de l'Ouest.

Selon une publication récente de l'OCDE, [le Ghana aurait contracté près de 3,5 Mds USD de prêts chinois entre 2000 et 2017 et en serait le deuxième récipiendaire en Afrique de l'Ouest \(10^{ème} en Afrique\)](#), derrière le Nigéria (4,8 Mds USD) et devant la Côte d'Ivoire (2,7 Mds USD). Ces financements ont été essentiellement consacrés à des projets d'électrification et d'infrastructures, notamment dans le domaine du transport. Comparés à des pays d'Afrique de l'Est, les montants engagés au Ghana demeurent relativement faibles et représenteraient 12% de la dette extérieure du pays (29 Mds USD).

Accor Hotels pourrait ouvrir son premier établissement Pullman à Accra en 2021.

Selon des informations de la Tribune, [un accord aurait été signé entre Accor Hotels et la société ghanéenne Inter-Afrique Holdings pour la construction d'un établissement Pullman à Accra d'ici 2021](#). Le groupe dispose déjà de trois autres hôtels dans la capitale ghanéenne : un Ibis, un Movenpick et la Villa Monticello, propriété du groupe sud-africain Montis, dont Accor Hotels détient des parts majoritaires depuis avril 2018.

La plateforme pétrolière de Saltpond bientôt démantelée.

[Le démantèlement de la plus vieille plateforme ghanéenne de production de pétrole offshore, située dans le bassin de Saltpond à 65 miles d'Accra](#), a été annoncé par la Compagnie nationale ghanéenne de pétrole (Ghana National Petroleum Company, GNPC). Le programme des opérations doit être approuvé ce mois-ci par les ministres concernés. La phase de sélection par appel d'offres d'un opérateur chargé de ce démantèlement devrait ainsi débuter prochainement.

La contribution du secteur informel à l'économie ghanéenne atteindrait 28,6% du PIB.

En 2017, selon GSS, [le secteur informel aurait contribué à hauteur de 73 Mds GHC \(13,3 Mds EUR\) à la création de richesses dans le pays, soit 28,6% du PIB, contre 29,2% en 2013](#). Toutefois, par la nature de l'objet statistique, l'estimation est très susceptible d'être inférieure à la réalité et doit donc être relativisée. Afin d'accroître le degré de formalisation de l'économie, les citoyens ghanéens sont tenus depuis avril 2017 de s'enregistrer auprès des autorités fiscales (Ghana Revenue Authority, GRA) afin de se voir attribuer un numéro d'identification (Tax Identification Number, TIN), désormais indispensable à de nombreuses démarches. Sans TIN, nul n'est censé pouvoir ouvrir un compte bancaire ou téléphonique, remplir un dossier de plainte ou s'engager dans une activité commerciale, parmi d'autres exemples. Cependant, les media ghanéens relatent que ce TIN n'est, pour l'heure, pas systématiquement exigé par les administrations du pays.

6,8 millions de personnes vivraient sous le seuil de 1 USD/jour.

D'après une enquête du Bureau des statistiques ghanéen (Ghana Statistical Service, GSS) à paraître, [6,8 M de personnes, soit 23,4% de la population, vivraient avec moins de 1USD/jour \(soit moins de 5 GHC\) en 2017, contre un taux de 24,2% en 2006](#). Parmi elles, 2,4 millions feraient face à une pauvreté extrême, avec un revenu journalier inférieur à 3 GHC. Les trois régions du Nord du Ghana (Northern Region, Upper East Region et Upper West Region) concentreraient près de 40% de la population vivant avec moins de 1 USD/jour.

Libéria

6 MEUR d'appui budgétaire reçus dans le cadre du Programme indicatif national de l'Union européenne.

Le versement de cet appui budgétaire au profit de l'Etat libérien, réalisé en septembre dernier, a été annoncé le 5 octobre. [Il constitue la première tranche d'un appui budgétaire global de 24 MEUR, complété par 3 MEUR de soutien dans la gestion des finances publiques et des statistiques](#). L'accord avait été décidé en mai 2018, puis signé début juin lors de la venue du Président libérien George Weah à Bruxelles à l'occasion des Journées européennes du développement. Intitulé « Faire avancer le Libéria – Améliorer la prestation de services et les investissements publics », ce programme doit s'étaler sur trois ans. Les deux prochaines tranches annuelles devraient être structurées en une tranche fixe de 3 MEUR, et une tranche variable de 6 MEUR dont les décaissements sont conditionnés.

Sierra Leone

Avancées des discussions entre le gouvernement et le FMI sur la demande d'un accord de Facilité élargie de crédit (FEC).

[Une délégation du Fonds monétaire international \(FMI\) s'est rendue à Freetown du 18 septembre au 2 octobre 2018 pour entamer des discussions sur un éventuel accord de Facilité élargie de crédit \(FEC\).](#) Un accord a été trouvé entre les deux parties sur les politiques et réformes économiques que le FMI pourrait appuyer dans le cadre d'un accord FEC. Il devrait être présenté au Conseil d'administration du FMI avant la fin de l'année. Le chef de la délégation du FMI, M. Brian Aitken, a salué les efforts du gouvernement en matière de mobilisation des recettes fiscales et de gestion budgétaire. La consultation en juin dernier au titre de l'Article IV avait souligné le creusement du déficit budgétaire, de -4,8% à -5,2% du PIB, attribué entre autres à la mauvaise performance du secteur minier. Par ailleurs, les dernières données disponibles (WEO Octobre 2018, voir supra) renvoient l'inflation à la hausse, et estiment la hausse des prix à 15% en 2018.

Le gouvernement annule un contrat de 318 MUSD avec la Chine pour la construction d'un nouvel aéroport.

Le projet d'aéroport international de Mamamah, situé à l'extérieur de Freetown, avait été conçu pour remplacer l'aéroport international existant de Lungi, séparé de Freetown par un estuaire nécessitant un trajet en ferry. [Conclu par l'ancien Président Ernest Bai Koroma en mars dernier, le ministère des Transports et de l'Aviation a indiqué que ce projet n'était pas jugé rentable](#), alors que l'actuel aéroport est largement sous-utilisé. Financé par un prêt de l'Exim Bank of China estimé à 318 MUSD – le projet prévoyait également la construction d'une nouvelle ville et d'une zone économique et commerciale. À l'époque, la Banque mondiale et le FMI avaient jugé inutile un tel projet, et avaient mis en garde contre le risque d'endettement qui lui était attaché.

Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !

 [@FR Eco Nigeria](#)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.
